

## Compte Rendu du Conseil Municipal

Séance du 15 septembre 2015

L'an deux mil quinze, le quinze septembre à 20 heures 30, le Conseil municipal, régulièrement convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire,

**Présents :** Bruno Loustalet, Maire

Philippe Maisonnas, 1<sup>er</sup> Adjoint, Yannick Semay, Philippe Guillard,

Valérie Berger, Suzanne Borrel-Jeantan, Guy Caplat, Kamel Mohammadi, Jean-Michel Thuot, Nicolas Zimerli, Serge Manié, Christian Julian,

**Pouvoirs :** Mme Brignone (pouvoir à Mr Guillard)

Mme Dupuy-Roudel (pouvoir à Mme Semay)

Mme Duprat (pouvoir à Mr Julian)

Secrétaire de séance : Yannick Semay

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en début de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,  
Séance du Conseil Municipal  
En Mairie de Thil  
Le mardi 15 septembre 2015 à 20 h 30  
Enregistrement intégral sans pause »

En préambule, Mr le Maire souhaite la bienvenue à Mr Mohammadi, conseiller municipal, qui entre au sein du Conseil Municipal en remplacement de Mme Perrou, démissionnaire pour convenances personnelles. Mr le Maire salue le travail accompli par Mme Perrou en 2014 notamment dans le cadre du projet de réaménagement de l'organisation du service administratif.

Puis, Mr le Maire, après avoir souhaité la bienvenue au Président de la CCMP, donne la parole à Monsieur Protière, qui présente à l'Assemblée le rapport d'activité 2014 de l'intercommunalité.

**20 h 35 : arrivée de Mme Berger, Mr Julian, Mr Manié**

Mr Protière rappelle que chaque année, il est d'usage que le Président de la CCMP présente tour à tour à l'ensemble des communes, le rapport d'activités. Un exemplaire du rapport annuel est joint au dossier de chaque élu.

Il en commente, à la suite, la Synthèse qui est présentée simultanément en diapositive vidéo à l'assemblée.

# SYNTHÈSE

## DU RAPPORT D'ACTIVITÉ 20 **14**



### VOIRIE ET DÉPLACEMENTS

*Mieux se déplacer sur la Côtière*



#### Colibri Progresse

**+6 %**

DE FRÉQUENTATION COLIBRI  
par rapport à 2013 (+ 58 000 voyages)



UNE INTERCONNEXION AVEC LA 3CM  
renforcée grâce au ticket à

**1 € sur toute  
la Côtière**

(1 gress Colibri, 171, 132 + réseau de la 3CM)



**MOBILITÉ  
RESPONSABLE**



#### Des aménagements de sécurité pour les voiries communales et intercommunales

**1 328 654 € TTC**

D'INVESTISSEMENT :

→ 210 000 € TTC - rue de la Mairie à Thil

→ 1 118 654 € TTC - voirie du Forum des sports



**DÉPLACEMENTS  
SÉCURISÉS**

**MEILLEUR  
ACCUEIL  
SPORTIF**

## DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

*La CCMP, un partenaire incontournable du monde économique*

→ **Accompagner les entreprises  
pour encourager  
l'activité économique**

**62 730 €**

D'AIDES dont :

- 35 000 € d'aides à l'immobilier d'entreprise
- 27 730 € d'aides directes aux TPE

↓  
AIDE AU  
DÉVELOPPEMENT

→ **Un soutien renforcé  
aux commerces  
de proximité**

**15 000 €**

DE SUBVENTION À L'ACA

**63 000 €**

mise en place d'une  
SIGNALÉTIQUE  
DÉDIÉE AUX COMMERCE  
DE PROXIMITÉ

↓  
VISIBILITÉ  
RENFORCÉE



## ENVIRONNEMENT

*Gestion des déchets : poursuivre nos efforts*

→ **Un geste de tri de + en + efficace**

**+1,8 %**

DE DÉCHETS RECYCLABLES  
collectés par rapport à 2013

**-3,53 %**

D'ORDURES MÉNAGÈRES

**9 tonnes**

DE DÉCHETS ÉVITÉS  
grâce au compostage

↓  
+  
DE TRI



→ **Mais des efforts à accentuer**

**9 % DE RÉDUCTION DES DÉCHETS**  
sur 2009-2014 vs l'objectif d'Organism  
de 10 % > un nouveau plan pour 2015-2020  
plus contraignant

Un budget de gestion des déchets en  
**déséquilibre** :  
85 % seulement financés  
par la TEOM > une réflexion à mener sur la mise  
en place de la redevance spéciale

Une déchèterie  
**sous-dimensionnée**  
par rapport au nombre d'usagers  
> une réflexion à mener sur l'implantation  
d'une nouvelle déchèterie intercommunale

↓  
+  
D'EFFORTS  
À FAIRE

## Compte Rendu du Conseil Municipal

Séance du 15 septembre 2015

### CULTURE, ÉDUCATION, SPORT

*Poursuivre la dynamique partenariale*

→ **Un soutien réaffirmé  
aux associations d'intérêt  
communautaire**

**125 100 €**

DE SUBVENTIONS aux associations sportives

**58 900 €**

DE SUBVENTIONS ET AIDES  
aux associations culturelles

**67 834 €**

DE SUBVENTIONS ET D'AIDES  
aux festivals (Les Cartonnés,  
Vas-y Petit et Swing)

↓  
+  
D'ATTRACTIVITÉ

→ **Une action éducative renforcée**

**934 684 €**

consacrés au financement  
de l'action éducative (IMS, ETAPS et AMD)

Des interventions  
**hors les murs**  
qui démocratisent l'accès  
au sport et à la culture



↓  
+  
DE PARTAGE

**LILÔ**

*Un équipement d'intérêt général incontournable pour la Côteière*

→ **Une vocation  
de proximité confirmée**

**+9 %**

DE FRÉQUENTATION  
par les résidents CCMP et 3CM

**+9,49 %**

DE CARTES VENDUES

**+1,59 %**

D'ABONNEMENTS VENDUS

↓  
FIDÉLISATION

→ **Un bilan financier positif malgré  
une fréquentation  
en légère baisse**

**- 8,11 %**

D'ENTRÉES enregistrées par rapport à 2013  
(soit 229 181 entrées)

**278 459,23 € HT**

DE SUBVENTIONS À VERT MARINE

→ CCMP : 145 452 €

→ 3CM : 132 897 €



↓  
TRÈS BONNE  
GESTION

## Compte Rendu du Conseil Municipal

Séance du 15 septembre 2015

### TOURISME ET PATRIMOINE

*La CCMP et l'OT communautaire, ensemble pour promouvoir le territoire*

→ **Un succès grandissant  
pour les JEP**

**+12 %**

par rapport à 2013

→ soit **3 119 visiteurs**



→ **Le développement  
touristique, au cœur  
des missions de la CCMP**

→ 2014 :

**73 600 €**

de subventions  
(hors subventions Swing)

→ 2015 : réflexion sur

**l'évolution  
du statut  
juridique de l'OT**

→ **La CCMP toujours  
impliquée pour  
Swing sous les étoiles**

→ **8 000 €**

de SUBVENTIONS

→ **2 300 €**

de financement  
pour L'AFFICHAGE

↓  
D'ATTRACTIVITÉ

↓  
DE  
RAYONNEMENT

### AFFAIRES SOCIALES

*La CCMP toujours engagée pour l'amélioration des conditions de vie*

→ **Sécurité : la politique  
territoriale se construit**

→ Un poste

**d'intervenant  
social en  
gendarmerie**

**POUR TRAITER  
LES VIOLENCES FAMILIALES**

(subventionné à hauteur de **7 000 €**)

→ Mise en place d'un

**Contrat  
de Veille Active**

pour 2015-2020



→ **Logement et solidarité :  
la CCMP au service  
des plus fragiles**

**440 000 €**

**D'AIDES** pour les structures d'accueil  
des personnes âgées dépendantes

**393 000 €**

engagés pour la **CONSTRUCTION  
DE LOGEMENTS SOCIAUX**  
depuis 2011

↓  
MIEUX-VIVRE

## Compte Rendu du Conseil Municipal

Séance du 15 septembre 2015

### FINANCES

*Une bonne santé financière et une poursuite des investissements*


**Fonctionnement : des recettes impactées par le désengagement de l'État**

**18 959 048,48 €**

DE RECETTES

- + 1,26 % de progression des recettes
- + 3,22 % de dépenses réelles



**Une situation financière saine mais des marges qui s'amenuisent pour l'avenir**

→ **9 861 168,84 €**

de capital restant dû (dette)

→ **9 281 938 €**

de fonds de réserve



**Maintien d'un montant d'investissement important en 2014**

**5 576 472,01 €**

DE DÉPENSES RÉELLES

- dont 3 824 239,04 € de dépenses d'équipement



MAINTIEN  
DU CAP DES  
INVESTISSEMENTS

### PROJET DE TERRITOIRE

*Un travail collaboratif pour construire l'avenir du territoire*


**Au démarrage du projet : une journée communautaire**

- 5 juillet 2014 : 60 élus réunis pour co-construire le CCMP de demain
- Un diagnostic et des perspectives partagées
- Appui du cabinet de conseil Sémaphores à partir d'octobre 2014



### Les grandes étapes à suivre...

1

ÉTAT DES LIEUX  
ET DIAGNOSTIC

OCTOBRE 2014  
À AVRIL 2015

2

RÉDACTION DU PROJET DE TERRITOIRE, DU SCHÉMA  
DE MUTUALISATION ET DU PACTE FINANCIER ET FISCAL

MAI À AOÛT 2015

3

MISE EN ŒUVRE  
OPÉRATIONNELLE DU PROJET

SEPTEMBRE À  
DÉCEMBRE 2015



## Compte Rendu du Conseil Municipal

Séance du 15 septembre 2015

Mr Protière souligne qu'une présentation à la presse de la marque « Dombes Côtière Tourisme » résultant du travail de la commission Tourisme, a eu lieu ce matin en présence des élus de chacune des communes dont Suzanne Borrel Jeantan et les membres de l'Office du Tourisme.

Il demande à l'Assemblée s'il y a des questions sur ce rapport d'activité.

Mr Manié : Où en est on de la fusion annoncée du rapprochement CCMP/3CM ?

Mr Protière répond qu'il n'y a pas de fusion annoncée. Il n'y a que des expressions de souhaits. Il appartient à Mr le Préfet de rendre avant le 15 octobre prochain sa feuille de route concernant la prochaine Commission Départementale de la Coopération Intercommunale (CDCI) qui procédera au démarrage du processus de rapprochement. Les deux Présidents (CCMP et 3CM) seront ensemble pour plaider vers ce projet de rapprochement, constituant un pôle d'équilibre sur la Côtière. Au 31 mars 2016, l'arrêté du Préfet sera pris. Il souligne que chaque conseil municipal sera amené à s'exprimer sur le sujet.

Mr Maisonnas rappelle que la CCMP a pris en charge l'augmentation du FPIC et ce, à titre exceptionnel en raison de la baisse des dotations de l'état. Il demande quelle anticipation en faite au niveau de la CCMP.

Mr Protière répond qu'il aimerait, à travers le pacte financier, rehausser le niveau d'aides de la CCMP vers les communes.

Sur la période 2008-2014, la CCMP a effectué un cumul de reversement aux communes de 2.700.000 €.

Il faudrait pouvoir aller vers une enveloppe de 300.000 € annuels et faire auprès des communes, du cas par cas, avec une partie fixe et une partie variable.

Il y aura un geste de la CCMP (FPIC, dotation de solidarité communautaire, modulation sur la hausse des rentrées fiscales...).

Le Pacte financier est également fonction des actions qui seront engagées au titre des investissements communautaires à finaliser dans le cadre du Projet de territoire. Les premières évaluations se basent sur une estimation de 25 millions d'euros de projets réalisables (au lieu de 40 millions lors du précédent mandat).

Mr le Maire remercie Mr Protière pour sa présentation du rapport d'activités 2014 de la CCMP.

### **1. COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE REUNION :**

Mr le Maire fait part à l'assemblée de la demande reçue par Mail de Mr Manié concernant des modifications à apporter sur le compte rendu de la séance précédente à savoir :

Mr Manié demande que :

1. Dans le § 1 (Compte rendu de la précédente réunion) la phrase : « Il (Mr le Maire) informe l'assemblée que, eu égard à l'ordre du jour chargé et au contexte actuel (...) »  
*soit complétée ainsi :*

« Il (Mr le Maire) informe l'assemblée que, eu égard à l'ordre du jour chargé et aux process administratifs qui seront nécessaires de faire après, au contexte actuel (...) ».

2. Dans le § 2 (Instruction des ADS) la phrase : « Mr Manié précise qu'auparavant les Déclarations Préalables étaient traitées par la Commission d'Urbanisme et pas par les services de l'Etat, alors que maintenant cela va être étudié par la CCMP y compris les Déclarations Préalables, anciennement demandes de travaux. »

*soit modifiée ainsi :*

« Mr Manié précise qu'auparavant les Déclarations Préalables étaient traitées par la Commission d'Urbanisme et pas par les services de l'Etat, alors que maintenant cela va être étudié par la CCMP. »

## Compte Rendu du Conseil Municipal

Séance du 15 septembre 2015

3. Dans le § 2 (Instruction des ADS) la phrase : « Mr Manié informe que dans le cadre du projet de mutualisation ADS, on s'oriente aussi vers une prestation de veille juridique. »

soit complétée ainsi :

« Il ajoute que concernant Me Lamouille, la veille juridique fait partie du plus de son offre. »

Mr le Maire précise que Mr Manié a demandé par courriel, le 28 juillet dernier, de porter à l'ordre du jour du Conseil une question en s'étonnant que les comptes rendus du Conseil ne fussent pas retranscrits dans leur totalité en intégrant les observations.

Mr Maisonnas rappelle les dispositions du Règlement Intérieur : Un compte rendu est fait après chaque séance du Conseil Municipal et les observations figurent sur le compte rendu suivant lors de son approbation. A charge pour les personnes qui consultent le compte rendu en ligne, de vérifier si des observations ont été formulées sur le Compte Rendu suivant.

Mr Jullian souligne maintenant que c'est enregistré, est ce que cela ne serait pas plus simple de mettre l'enregistrement audio en ligne.

Mr Maisonnas souligne que même quand c'est enregistré, il y a encore des gens qui viennent faire des corrections. Il faut croire que les enregistrements ne sont pas les mêmes entre les portables et les enregistrements officiels.

Mr Manié : depuis qu'on enregistre les conseils municipaux, il y a beaucoup moins de demandes de modification. Il en subsiste encore quelques unes. La question c'est simplement le fait que l'on mette en ligne une version qui n'est pas une version corrigée et qui va rester un à deux mois telle quelle. Quel est le compte rendu véritable qui relate les échanges du conseil municipal ? Il n'est pas véritablement le compte rendu car il est modifiable. Alors cela veut dire qu'il faut encore attendre un ou deux mois pour savoir si ta phrase a vraiment été dite comme ça. Les corrections sont minimales ; elles peuvent être importantes ; il peut y avoir des erreurs cela peut toujours arriver.

Mme Semay souligne que l'essentiel est que les modifications soient apportées sur le Compte Rendu suivant.

Mr Manié répond : « ma question est simple après vous me direz ce que vous en pensez. On met sur la place publique un compte rendu qui n'est pas un compte rendu définitif. On dit voilà ce qui s'est passé au conseil municipal mais c'est pas véritablement ça qui s'est passé. La question c'est ça ».

Mr le Maire rappelle que les comptes rendus, en ligne, sont des comptes rendus approuvés.

Mr Manié : vous avez choisi de mettre en ligne un procès verbal, je suis désolé vous utilisez un procès verbal au lieu et place d'un compte rendu j'ai aucun problème à ça.

Mr le Maire invite Mr Manié à prendre connaissance d'une réponse du Ministère de l'Intérieur (Réponse du Ministère de l'intérieur publiée dans le JO Sénat du 10/10/2013 - page 2978) suite à une question sénatoriale (Question écrite n° 01574 de M. Jean Louis Masson (Moselle - NI) publiée dans le JO Sénat du 23/08/2012 - page 1859) portant sur le sujet des comptes rendus des Conseils Municipaux

Il propose de porter ces questions lors d'une prochaine commission communication.

Mr Thuot précise que si l'on veut mettre l'enregistrement audio sur le site, il convient de demander au préalable une autorisation à la CNIL (procédure très complexe).

21 h 45 : Remise par Mr Julian du Pouvoir de Mme Duprat

L'Assemblée n'ayant pas d'autres modifications à apporter, le Compte Rendu précédent est adopté.

### 1. CCMP

- Contrat de veille active

Mme Borrel-Jeantan donne lecture du projet de délibération.



## Compte Rendu du Conseil Municipal

Séance du 15 septembre 2015

Mr Jullian demande la différence entre zones sensibles et veille active.

Mr Caplat répond qu'il n'y a plus de distinction entre zones sensibles et veille active.

Mr le Maire rappelle que le CUCS se limitait à deux quartiers défavorisés - quartiers du Trêve à Miribel et des Folliets à Saint-Maurice-de-Beynost - . Il informe que le Contrat de Veille Active permet d'élargir sur l'ensemble des communes les actions fléchées sur des thématiques spécifiques (aide aux familles, sécurité, ...) instruites et discutées au sein de la Commission Solidarité de la CCMP. Les communes auront toute liberté d'adhérer à telle ou telle action selon leurs besoins.

Mr Caplat souligne que la CCMP apportera un soutien à ces actions.

Mr Manié demande si on peut avoir le corps des délibérations avant le Conseil Municipal comme c'était le cas lors du précédent mandat.

Mr le Maire rappelle que les élus ont eu la possibilité de télécharger depuis le 02 juillet dernier, le diagnostic relatif au Contrat de Veille Active afin de se l'approprier pendant la période estivale. Le document leur a été adressé en même temps que la Note de présentation des délibérations.

Il précise alors que la délibération n'est que la synthèse du document.

Il souligne, de plus, que les élus peuvent venir en Mairie consulter les projets de délibérations cinq jours avant la séance.

Le dispositif d'information des élus a été amélioré avec une note de présentation jointe aux convocations avec les pièces essentielles, et les projets de délibérations sont consultables en Mairie.

### **DELIBERATION 15/04/01 : CONTRAT DE VEILLE ACTIVE**

**Rapporteurs :** Guy Caplat / Suzanne Borrel Jeantan

Madame et Monsieur les Rapporteurs rappellent que suite à la réforme de la géographie prioritaire qui a mis un terme au Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) de la Côte d'Or au 31 décembre 2014, la commune de Miribel avec le quartier du Trêve et la commune de Saint-Maurice-de-Beynost avec le quartier des Folliets ont été classées en territoires sortants de la politique de la ville.

La Communauté de Communes de Miribel et du Plateau, lors du conseil communautaire du 18 décembre 2014, a fait le choix de mettre en place un contrat de veille active, prévu dans la loi Lamy du 21 février 2014. Il s'agissait alors de poursuivre la dynamique partenariale et le travail mené depuis 3 ans par les acteurs du territoire par solidarité pour ces quartiers plus défavorisés mais également dans un esprit d'ouverture de ces actions aux populations plus fragiles à l'échelle de l'intercommunalité.

Le diagnostic mené, en lien avec le cabinet d'études Sémaphores à partir de mars 2015, sur la base d'entretiens, de visites de terrain et d'analyses documentaires ont permis de travailler, lors de deux séries d'ateliers thématiques, les priorités et les objectifs opérationnels de ce contrat.

Le contrat de veille active est ainsi un cadre contractuel permettant de mobiliser différents partenaires autour d'objectifs communs et de bénéficier prioritairement des moyens de droit commun des signataires sur des projets notamment déposés dans le cadre d'un appel à projet. Le contrat de veille active est signé pour une période de 5 ans, soit jusqu'à 2020.

Les partenaires du contrat de veille active de la CCMP, et membres du comité de pilotage, sont l'Etat, l'Education Nationale, l'ARS, le Département, le Pôle Emploi ainsi que les bailleurs sociaux Dynacité et Semcoda. La Région et CAF sont encore en attente d'une directive concernant la signature ou non des contrats de veille active.

Le contrat de veille définit des priorités et des objectifs opérationnels sur 4 thématiques :

- Formation/emploi/insertion/développement économique
- Education/parentalité/jeunesse/citoyenneté

Compte Rendu  
du Conseil Municipal

Séance du 15 septembre 2015

- Habitat/cadre de vie
- Santé/accès aux soins/prévention/aide aux victimes et accès aux droits

Les orientations relatives à la prévention de la délinquance font l'objet de la stratégie territoriale du CISPD, volet prévention de la délinquance du contrat de veille active.

Les axes de travail du CDVA seront priorisés chaque année lors de l'élaboration du programme d'actions. Ce plan d'actions annuel comprend la déclinaison des actions par axe, le financement de ces actions ainsi que l'évaluation de celles menées l'année précédente.

Le plan d'actions est préparé par le comité technique, animé par la coordinatrice, et validé en comité de pilotage, présidé par le Président de la CCMP ou son représentant.

Les partenaires s'engagent à mettre en œuvre leurs moyens de droit commun selon leurs domaines de compétence et selon les actions proposées et les priorités qu'ils se donnent chaque année. Les engagements financiers sont définis chaque année, au moment de l'élaboration du programme d'actions.

Ceci ayant été exposé,

Vu la délibération de la Communauté de communes du 09 juillet 2015,

Vu la transmission du Diagnostic territorial suite à la Commission Générale du 02 juillet 2015,

LE CONSEIL MUNICIPAL :

- AUTORISE Monsieur le Maire à signer la dite convention et à engager toutes diligences nécessaires à l'exécution de la présente.

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

:- Marché en groupement de commandes travaux de voirie

Mr Maisonnas rappelle la délibération du 19 janvier 2015 désignant Mr le Maire, membre de la Commission d'Appel d'offres comme membre titulaire à la Commission d'Appel d'offres relative au groupement de commande. La commande publique a été gérée par la CCMP. L'avantage est que les prix sont plus attractifs par ce biais. Il importe maintenant d'autoriser Mr le Maire à signer le marché.

**DELIBERATION 15/04/02 : AUTORISATION DE SIGNATURE – MARCHE EN GROUPEMENT DE COMMANDES TRAVAUX DE VOIRIE – RESEAUX DIVERS ET DE SIGNALISATION HORIZONTALE ET MARQUAGE AU SOL**

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Monsieur le rapporteur rappelle la délibération n°15.01.05 du 19 janvier 2015 relative au Groupement de commandes voirie Travaux de voirie – Réseaux divers et de Signalisation horizontale organisé par la CCMP agissant en tant que coordonnateur du groupement de commandes des communes adhérentes de l'EPCI.

A l'issue de la procédure de gestion de la commande publique, les sociétés Eiffage et Aximum ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses respectivement pour les Lot 1 (Voirie – réseaux divers) et Lot 2 (Signalisation horizontale et marquage au sol), il convient d'autoriser Monsieur le Maire à signer les pièces de chaque marché.

Le Conseil,

## Compte Rendu du Conseil Municipal

Séance du 15 septembre 2015

Après en avoir délibéré,

- Autorise Monsieur le Maire à signer les pièces des marchés avec les sociétés Eiffage (Lot 1 – Voirie – Réseaux divers) et Aximum (Lot 2 – Signalétique horizontale et marquage au sol) et à engager toutes diligences nécessaires à l'exécution de la présente.

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

### - Règlement des ordures ménagères et assimilés

Mr Maisonnas rappelle que l'année dernière, les sacs jaunes ont été remplacés par des bacs. La CCMP nous demande d'approuver les modifications du règlement en ce sens.

L'année prochaine il est possible (sous réserve) que les jours de collecte des bacs jaunes, ne soient plus les mêmes que pour les bacs noirs.

Mr Caplat note que dans le règlement il est prévu d'être verbalisé si les bacs sont au milieu de la chaussée. Il faudrait aussi que les rieurs respectent cela et remettent les bacs à l'endroit où ils les trouvent.

Mr le Maire invite les usagers à adresser un mail à la CCMP (Mme Morot) pour faire remonter les problèmes rencontrés de sorte à permettre à la CCMP de pouvoir mettre en œuvre, si besoin est, les pénalités prévues au marché du prestataire.

### DELIBERATION 15/04/03 : CCMP – REGLEMENT DES ORDURES MENAGERES ET ASSIMILES

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Mr le Rapporteur rappelle à l'assemblée que la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau a pour compétence, la collecte, l'élimination et la valorisation des déchets ménagers et assimilés.

Il rappelle également la délibération n° 13/02/02 du 12 juin 2013 approuvant le règlement de collecte des ordures ménagères et assimilés.

Il informe que des modifications à la marge ont été apportées par la CCMP au règlement du 29 mars 2013.

Il présente au Conseil le projet de règlement qui prend en compte notamment la conteneurisation de la collecte sélective effectuée précédemment en sac.

Il précise que le pouvoir de police spéciale relatif à la cette compétence n'ayant pas été transféré par les Maires des communes membres de l'intercommunalité, chaque Maire devra prendre un arrêté de police. Les agents spécialement assermentés pourront alors constater les infractions et dresser les procès-verbaux.

Mr le Rapporteur invite l'assemblée à se prononcer sur le règlement proposé.

Le Conseil,

Après en avoir délibéré,

- Accepte le règlement de collecte tel que proposé,
- Dit qu'un arrêté de police correspondant sera pris.

## Compte Rendu du Conseil Municipal

Séance du 15 septembre 2015

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

### 2. SPL SEGAPAL

Mr le Maire rappelle que le rapport est consultable en Mairie et donne lecture du projet de délibération.

Il précise que le Président de l'Assemblée Spéciale est Mr Jacques Berthou.

Il souligne que la Segapal a travaillé pour la commune sur le projet de passerelle.

#### **DELIBERATION 15/04/04 : SPL SEGAPAL – ACTIVITE ANNEE 2014**

Rapporteur : Bruno Loustalet

Notre collectivité est actionnaire de la SPL Gestion des espaces publics du Rhône Amont. A ce titre nous sommes représentés à l'assemblée spéciale.

Il convient donc que nous soumettions à notre organe délibérant, un rapport annuel sur lequel nous devons nous prononcer et qui doit nous permettre de délibérer sur l'action de nos représentants au sein de la SPL et sur les missions de cette dernière.

La SEM SEGAPAL a été créée en 1979 afin de gérer le Grand Parc Miribel Jonage.

Cette société d'économie mixte s'est transformée en Société Publique Locale le 29 juin 2012. Une SPL est une société détenue à 100% par des collectivités territoriales. Elle revêt la forme d'une société anonyme. Les SPL exercent leur activité exclusivement pour le compte de leurs actionnaires et sur leurs territoires.

La SPL a pris le nom de Société de gestion des espaces publics du Rhône Amont, son nom commercial reste SEGAPAL dans l'attente d'un autre choix.

Le capital de la SPL a été porté de 230 000 € à 670 000 €. Le capital est réparti entre 17 actionnaires.

Dix-huit administrateurs siègent au Conseil d'Administration. Une assemblée spéciale réunit les actionnaires dont la part du capital ne leur permet pas d'être représentés au Conseil d'Administration.

Afin d'organiser au mieux les conditions d'exercice d'un contrôle analogue comparable à celui que les collectivités exerceraient sur leur propre service, il a été convenu par le Conseil d'Administration de la mise en place d'un comité d'engagement et de suivi chargé de donner son avis sur les opérations de la SPL et d'en suivre le déroulement. De même un guide des procédures a été institué avec, entre autre, la création d'une commission d'appel d'offres.

Le Président de la SPL est M. Gilbert-Luc DEVINAZ, il est entouré de 2 vice-Présidents : M. Jean Paul COLIN et M. Pascal PROTIERE. Le Directeur Général est M. Didier MARTINET.

68 salariés (9 cadres, 10 agents de maîtrise, 49 employés) composent le personnel de la SPL.

Le comité d'entreprise (DUP) se réunit tous les mois et le CHSCT tous les trimestres.

En 2014, l'assemblée spéciale s'est réunie 3 fois, le comité d'engagement et de suivi 2 fois, le Conseil d'Administration s'est réuni 3 fois.

#### **LES MISSIONS CONFIEES A LA SPL**

▪ La mission la plus importante concerne la gestion et l'animation du Grand Parc Miribel Jonage. Cette mission se déroule dans le cadre d'une DSP confiée à la SEGAPAL qui intervient comme régisseur intéressé. Elle a démarré en juillet 2014 pour une durée de 3 ans et demi.

Le budget 2014 de la Régie Intéressée pour cette mission s'élève à 5 513 k€ HT en charges et 5 528 k€ HT en recettes.

## Compte Rendu du Conseil Municipal

Séance du 15 septembre 2015

La rémunération de la SEGAPAL, pour cette mission, s'élève à 2 150 k€ HT en part fixe et 936 k€ HT en part variable, sachant que les salaires sont à la charge de la SPL.

La participation du Syndicat à la Régie est de 2 996 k€. Elle était de 3 395 k€ en 2013. Cette baisse s'explique en partie par les recettes de graviers qui passent de 323 k€ en 2013 à 542 k€ en 2014 (+ 219 k€).

Le rapport d'activité de la SEGAPAL détaille l'activité des services et les différentes missions confiées par le SYMALIM à la SEGAPAL dans le cadre de la délégation de service public. Le rapport annuel présente les comptes de la régie intéressée et l'organisation de la SPL.

▪ De même, le SYMALIM confie à la SPL SEGAPAL une maîtrise d'ouvrage déléguée pour ses travaux et études. La rémunération de la SEGAPAL en 2014, pour cette mission, s'élève à 198 k€ HT, année exceptionnelle en raison de la construction du bâtiment 'l'loz'.

▪ La SPL effectue 4 autres missions en dehors du Parc :

Missions et coûts facturés HT

- Entretien de la piste cyclable de l'anneau bleu .....38 369 €
- Entretien d'espaces verts à Neyron .....4 843 €
- Surveillance équestre à Meyzieu .....2 500 €
- Animation du site Natura 2000 de Jons à Anthon .....11 288 €

(une partie du temps passé facturée en 2014)

### COMPTES SEGAPAL

▪ Le budget 2014 de la SEGAPAL s'établit à 3 725 k€ en charges et à 3 818 k€ en recettes, pour un résultat de + 93 k€

▪ Le résultat d'exploitation s'élève à + 99 k€

▪ Le chiffre d'affaires se monte à 3 594 k€

▪ Les charges de personnel sont de 2 826 k€.

C'est la 10<sup>e</sup> année où le résultat de la SEGAPAL est positif.

Tels sont les principaux éléments concernant l'activité écoulée de la SPL SEGAPAL.

Les rapports complets sont à votre disposition.

Je vous demande, donc, de délibérer sur ce rapport et de vous prononcer sur le travail de vos représentants au sein de la SPL en leur donnant quitus et sur les actions de la SPL SEGAPAL.

Le Conseil,

Entendu l'exposé de Monsieur le rapporteur et après en avoir délibéré,

▪ donne quitus sur le rapport et sur les actions de la SPL SEGAPAL pour l'année 2014.

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

### DELIBERATION AUGMENTATION DE CAPITAL DE LA SPL

Mr le Maire donne lecture du projet de délibération.

Mr Manié demande quelles en sont les conséquences.



## Compte Rendu du Conseil Municipal

Séance du 15 septembre 2015

Mr le Maire informe que cela est fait pour permettre à d'autres communes – notamment St. Maurice de Beynost et Beynost d'entrer dans le capital pour permettre de faire intervenir la SEGAPAL pour l'exécution de prestations.  
Mr Caplat précise que l'augmentation de capital est réservée aux parts à souscrire par les communes ayant formulé le souhait de rentrer au capital.

### **DELIBERATION 15/04/05 : AUGMENTATION DE CAPITAL DE LA SPL**

**Rapporteur :** Bruno Loustalet

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que la collectivité est actionnaire de la SEGAPAL, dont elle détient 75 actions.

La SEGAPAL, qui était à l'origine une SEM, a été transformée en SPL, société publique locale ce qui a deux conséquences :

- sa relation avec ses actionnaires est « in house », c'est-à-dire que ceux-ci ne sont pas tenus de la mettre en concurrence pour lui confier une opération ;
- mais qu'en revanche, elle ne peut se voir confier de contrats que par ses actionnaires.

Dans ce contexte, la direction de la SEGAPAL a été approchée par différentes collectivités (Beynost, St Maurice de Beynost, Jonage, Vilette d'Anthon, Sivom de Décines Meyzieu), qui ont exprimé le souhait de lui confier des opérations. Pour ce faire, il est donc nécessaire que, conformément à la loi, ces collectivités deviennent actionnaires de la SEGAPAL.

A cet effet, le conseil d'administration de la SEGAPAL a décidé de convoquer une assemblée générale extraordinaire, afin d'organiser une augmentation de capital d'un montant maximum de 35.000 euros.

Conformément à la loi, chaque actionnaire dispose d'un droit préférentiel de souscription (DPS), qui lui permet de souscrire à une augmentation de capital proportionnellement à la part de capital de la société qu'il détient.

Dans le cas qui est envisagé, ce DPS sera supprimé, l'augmentation étant réservée aux collectivités ci-dessus visées, dont la candidature a été agréée par le conseil d'administration.

Ces collectivités, du fait du montant de leur participation, seront regroupées au sein de l'assemblée spéciale.

De ce fait, il convient que le conseil municipal décide :

- d'accepter de renoncer à exercer son droit préférentiel de souscription et en valide la suppression ;
- d'autoriser la modification des statuts de la SEGAPAL consécutive à l'augmentation de capital.

Le Conseil Municipal,  
Après en avoir délibéré,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.1524-1,
- Vu le Code du Commerce, notamment son article L.225-132,
- Vu le procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de la SEGAPAL décidant de convoquer une assemblée générale extraordinaire en vue d'augmenter le capital social et agréant les nouveaux actionnaires,

DECIDE,

## Compte Rendu du Conseil Municipal

### Séance du 15 septembre 2015

- d'autoriser son représentant aux assemblées générales de la SEGAPAL à voter en faveur de la suppression du droit préférentiel de souscription,
- d'autoriser son représentant à voter en faveur de la modification de l'article 7 des statuts relatif au capital social :
  - Ancienne rédaction : « le capital social est fixé à 670.000 euros divisé en 10.000 actions de 67 euros chacune » ;
  - Nouvelle rédaction : « le capital social est fixé à 704.974 euros, divisé en 10.522 actions de 67 euros chacune » ;

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

### 3. COMMISSIONS MUNICIPALES

Monsieur le Maire souhaite à nouveau la bienvenue à Mr Kamel Mohammadi au sein du Conseil Municipal. Il ajoute que ce dernier siégera aussi à la commission Solidarité de la CCMP en tandem avec Mr Caplat avec la re-définition du PLH 2017-2022.

Mr Manié demande s'il peut savoir pourquoi Mme Perrou a démissionné par ce qu'on a rien reçu,

Mr Maisonnas précise que le motif est d'ordre personnel,

Mr Manié indique qui n'a pas eu la lettre de démission de Mme Perrou.

Mr le Maire informe que c'est pour des raisons personnelles et que cette question a été évoquée en Commission Générale de juillet dernier.

#### DELIBERATION 15/04/06 : INSTALLATION DE MR KAMEL MOHAMMEDI AU SEIN DES COMMISSIONS

##### MUNICIPALES

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Maire expose qu'à la suite de la démission de Madame Laurence Perrou, il convient d'installer Monsieur Kamel Mohammadi qui lui a succédé au sein des Commissions municipales.

Vu les demandes exprimées,

Le Conseil municipal ayant délibéré,

Monsieur Kamel Mohammadi est installé au sein des Commissions Urbanisme, Finances et Voirie.

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

### 4. AMORTISSEMENTS SUR BUDGET ASSAINISSEMENT

Mr Maisonnas rappelle qu'il convient d'amortir les biens de la commune et notamment la STEP sur 40 ans.

Mr Manié demande comment on peut amortir quelque chose que nous n'avons pas directement payé (PUP).

Compte Rendu  
du Conseil Municipal

Séance du 15 septembre 2015

Mr Maisonnas répond que le bien est intégré au patrimoine de la commune et, donc on se doit de l'amortir, il en est de même concernant la recette du PUP.

Mme Semay intervient pour dire qu'il s'agit de prévoir à terme, le remplacement du bien.

Elle cite des cas pratiques.

Mr Jullian informe qu'en comptabilité, lorsqu'on amortit quelque chose qu'on n'a pas payé, cela peut être assimilé à de l'« enrichissement personnel ».

Mr Maisonnas demande à Mr Julian sur quels textes il s'appuie.

Mr Julian demande sur quel compte sera imputé l'amortissement.

Mr le Maire répond au compte 777 du budget annexe M49.

Mr Manié demande dans le cas où la station s'arrête avant les 40 ans, que se passera-t-il ?

Mr le Maire précise que dans ce cas, il conviendra de la démolir, et de réaménager le site, ce qui engendrera des frais.

Comme il s'y était engagé en Avril dernier, les résidents du Clos des Platanes ont été informés. Il l'a dit aux représentants du Clos des Platanes samedi dernier, Mr le Maire rappelle le processus à savoir :

- 1<sup>ère</sup> étape : convention avec Suez qui va assurer pour le compte de la commune, le recouvrement des sommes liées d'une façon générale à l'assainissement collectif,
- 2<sup>ème</sup> étape : procéder aux amortissements de l'équipement dans le cadre du Budget Annexe M49 Assainissement,
- 3<sup>ème</sup> étape : La consultation de l'Agence de l'Eau, du Conseil Général et du Conseil juridique de la commune, le prix de l'eau sera établi.

Mme Semay insiste sur le caractère obligatoire du principe d'amortissement.

Un brouhaha intempestif se faisant entendre du public, Mr le Maire demande une suspension de séance.

Il rappelle au public les dispositions réglementaires en vigueur et demande à ce que le silence soit fait dans le public.

Ce rappel étant fait, Mr le Maire reprend le cours des débats du Conseil municipal.

**DELIBERATION 15/04/07 : AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES DE LA STEP DU CLOS DES PLATANES / BUDGET ASSAINISSEMENT**

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Maire informe l'assemblée que dans le cadre des dispositions de la comptabilité publique, il convient de procéder à l'amortissement des immobilisations incorporelles et corporelles de la STEP du Clos des Platanes (travaux sur les réseaux eau potable et assainissement) sur le budget assainissement.

La durée d'amortissement des immobilisations serait de 40 ans.

Le Conseil Municipal,  
Après en avoir délibéré,

- . Fixe la durée d'amortissement à 40 ans,
- . Autorise Mr le Maire à signer tous documents concernant ce dossier.

Pour	12
Contre	0
Abstentions	3

## Compte Rendu du Conseil Municipal

Séance du 15 septembre 2015

### 5. FINANCES

Mr Maisonnas informe qu'en raison de l'interprétation d'un arrondi sur des décimales, il convient de voter une Décision Modificative d'un euro pour équilibrer les chapitres 042 et 040.

#### DECISION MODIFICATIVE N° 5

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 6188 : Autres frais divers	1.00€	
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	1.00€	
D 6811 : Dot. amortissement incorp. & corp		1.00€
TOTAL D 042 : Opérations d'ordre entre section		1.00€

Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

### 6. FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

Mr Maisonnas donne lecture d'un extrait du courrier de Mr Damien ABAD, Président du Conseil Départemental.

Mr Caplat demande qui attribue ces aides.

Mr le Maire répond qu'il s'agit de la CAF.

#### DELIBERATION 15/04/08 : FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (F.S.L.)

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Monsieur le rapporteur expose qu'au vu de l'évolution démographique du Département, la question du logement est devenue un enjeu essentiel pour les années à venir.

La prise en considération des plus démunis pour l'accès ou le maintien dans le logement a justifié l'existence d'un Fonds de Solidarité pour le Logement (F.S.L.).

Ce fonds a pour vocation d'apporter une aide financière ponctuelle aux habitants dont les ressources ou la situation justifie une solidarité départementale de la part des collectivités et organismes en charge de ces questions.

Cette aide permet de contribuer à résorber une dette de loyer pour favoriser une reprise de paiement de loyer courant ou d'accéder à un logement et de régler les dépenses qui y sont liées.

S'agissant d'un domaine où les compétences entre le Département et la commune sont liées, il propose de maintenir à 0,30 euro par habitant la base de contribution volontaire de la commune.

Le Conseil municipal ayant délibéré,



Mairie de Thil

## Compte Rendu du Conseil Municipal

Séance du 15 septembre 2015

- ❑ Accepte de maintenir à 0,30 € par habitant la base de contribution au F.S.L.  
La dépense sera mandatée à l'article 6281 du budget de l'exercice en cours.

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

### **7. AGENDAS**

Mr le Maire rappelle aux élus la réunion du 17 septembre prochain à 20 heures pour échanger sur les avis portés par Mr le Commissaire Enquêteur, suite à l'enquête publique du PLU.

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en fin de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,  
Fin de la séance du Conseil Municipal  
En Mairie de Thil  
Le mardi 15 septembre 2015 à 22 h 35  
Stopper l'enregistrement »